

Agence de Bordeaux
Les Bureaux du Lac Bâtiment 1
4 rue Théodore Blanc
33520 BRUGES
Tel 05 56 39 05 60
bordeaux@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 20240513

Mission(s)	
ATHAND, HAND, L (*), LE, SEI (*), VIEL (*)	
Nos références	Date
330C240S ¹ (330-C-2024-0012)	26/11/2024

LORMONT - CSMR LES LAURIERS
EXTENSION 4 BUREAUX ET
REAMENAGEMENT 1 BUREAU

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE
TECHNIQUE N°1
RICT n°1



Envoi	UNION GEST ETS CAISSE ASSUR MALAD AQUITA - RICHARD Gauthier	Maître d'ouvrage	gautier.richard@ugecam.assurance-maladie.fr
Copie	ATELIER GOTHAM - JOVET Florian	Maître d'oeuvre	atelier.gotham@gmail.com / jovet.florian@gmail.com

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Cyril CHARENTON - L'ingénieur, Romain BOULAY - Le vérificateur des installations électriques, Stéphane GARCIA RODRIGUEZ

Le chargé d'affaire,
Cyril CHARENTON

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT..... 3

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 3

III - AUTEURS DU RAPPORT..... 3

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX..... 3

 IV.1 - Désignation des intervenants..... 3

 IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération..... 4

 IV.3 - Montant prévisionnel des travaux..... 4

 IV.4 - Calendrier des travaux..... 4

V - DOCUMENTS EXAMINES..... 5

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT..... 6

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES..... 8

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS..... 10

 VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)..... 11

 VIII.2 - Solidité des existants..... 14

 VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP..... 16

 VIII.4 - Classement et référentiel..... 26

 VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)..... 28

 VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - type U (*)..... 39

 VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)..... 41

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Le rapport fait suite à l'envoi du dossier DCE par mail.

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°330-C-2024-0012 et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- VIEL - Mission relative à la vérification initiale des installations électriques (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Cyril CHARENTON

L'ingénieur, Romain BOULAY

Le vérificateur des installations électriques, Stéphane GARCIA RODRIGUEZ

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

UNION GEST ETS CAISSE ASSUR MALAD AQUITA
2 BIS AVENUE DE LA RESISTANCE
CSSR LES LAURIERS PORTE DROITE
33310 LORMONT

Maître d'oeuvre

ATELIER GOTHAM
3 rue Bellus Mareilhac
33200 Bordeaux

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Extension de 4 bureaux de consultation avec réaménagement d'un bureau existant en salle d'atelier pour les patients au CSMR LES LAURIERS.

Adresse de l'opération :

CSMR LES LAURIERS - Route de Carbon Blanc - Avenue de la Résistance - 33310 LORMONT

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

192 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00

Durée prévisionnelle des travaux : 5 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Etude de sol - Date : 23/05/2024

Etude G2 AVP

- Plans architectes - Date : 07/08/2024

Carnet de détail

Pièce graphique

Plan localisation et techniques

- Descriptifs - Date : 05/08/2024

CCTP lot 00 - lot 15

- Notices - Date : 08/08/2024

Notices sécurité incendie

Notices accessibilité

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'oeuvre - ATELIER GOTHAM

- * Etudes géotechniques G2 et mission de de supervision géotechnique d'exécution G4

Travaux géotechniques particuliers prévus dans le cadre du projet (fondations, profondes) : Une mission G2PRO (Conception géotechnique – Phase projet) doit être réalisée avant le démarrage des travaux. Il sera également nécessaire qu'une mission G4 (Supervision du Suivi d'Exécution) soit confiée à un BET géotechnique spécialisé.

- * Le type de micropieux prévu n'est pas défini.
Il devra être en accord avec l'étude géotechnique
- * Le sol d'ancrage devra être reconnu par l'étude géotechnique.
Le sondage pressiométrique s'arrêtant à 10m, un sondage complémentaire devra être prévu en cas de micropieux de longueur plus importante.
- * Micropieux - Essais de contrôle et/ou de conformité

Les essais de contrôle et/ou de conformité sur micropieux sont impératifs selon la norme d'exécution NF P94-262. Les résultats nous seront communiqués.

- * Le dimensionnement des EEPs devra nous être communiqué
- * Les détails du traitement du JD avec la couverture existante devront nous être communiqué pour analyse.
- * Classement AEV à transmettre
- * Confirmation d'un dispositif de protection de chute sur les abords de la rampe (chasse roue) nécessaire.
- * Les portes devront présenter un contraste visuel par rapport à leur environnement.
- * On s'assurera de la présence d'un éclairage de 20 lux au niveau des stationnements.
- * Le retour des services instructeurs devra nous être communiqué
- * La porte de sortie de l'extension est prévue avec une ventouse électromagnétique. Il devra être prévu la pose d'un déclencheur manuel vert permettant son déverrouillage ainsi que son asservissement au SSI (déverrouillage par déclenchement de l'alarme général et détection incendie).
De plus, si les bureaux sont munis de verrouillage, ils devront posséder un bouton moleté coté intérieur.
- * Il doit être prévu l'arrêt de la ventilation de confort lors du déclenchement du désenfumage.
Cet arrêt doit se faire depuis le CMSI
- * La conformité du matériel de désenfumage à la norme en vigueur devra nous être communiqué
- * Il est prévu la mise en place d'un lanterneau de désenfumage de 1m² et une grille d'amenée d'air en façade DAS.
Il est prévu une amenée d'air de 30 dm².
Conformément à l'IT 246, une section équivalente est nécessaire pour l'amenée d'air et l'évacuation des fumées. Un essai d'efficacité peut être envisagé en fin de chantier.
- * Les plans prévoient la mise en place de bouche de ventilation de confort dans les bureaux, mais le CCTP ne fait référence qu'à une VMC dans les locaux à pollution spécifique.
À mettre en cohérence.
- * Les réseaux desservant la salle d'eau et l'atelier sont à traiter en ventilation de confort et non VMC.
Il devra nous être confirmé que l'extracteur est bien traité comme un extracteur de ventilation de confort.
- * Le dossier technique complet ainsi que le plan CVC devra nous être transmis pour analyse.
- * Seule la ventilation dit de confort doit être asservie à la coupure d'urgence ventilation.
Nous confirmer que le nouvel extracteur ventilation de confort est relié à la coupure d'urgence ventilation.
De même pour l'extracteur existant.
- * L'emplacement du dispositif de coupure d'urgence Photovoltaïque est à préciser.
La signalisation est assurée par l'extinction d'un voyant blanc qui indique la coupure effective.
- * Dans les circulations de plus de cinq mètres, au moins deux détecteurs de présence doivent être présents.
- * Le plan d'intervention devra être mis à jour afin d'intégrer les nouveaux locaux.
- * Un essai au foyer type devra être réalisé afin de s'assurer du bon fonctionnement de la DAI

Maître d'oeuvre - ATELIER GOTHAM

- * Le cheminement des câbles DC et l'emplacement de l'onduleur photovoltaïque sont à préciser.
- * L'ensemble de la distribution pour le système photovoltaïque sera réalisée depuis le tableau TD PV situé dans un placard technique dans le local électrique au RDC.
Si l'onduleur y était placé, le placard devrait être coupe-feu et ventilé, et les câbles DC disposer d'un cheminement protégé.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire
- Etude géotechnique

FONDACTIONS

- Pieux : Note de calcul, plans d'implantation, plans de ferrailage, fiches d'exécution (forage, battage, bétonnage, ...), enregistrement des paramètres d'exécution, essais d'écrasement sur béton, essais de contrôle renforcé sur pieux (impédance, chargement, ...), dossier de récolement

OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Plans d'étude béton armé

OUVRAGES D'ETANCHEITE

- Détails d'exécution
- Avis technique
- Cahier des charges

CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE

- Couverture avec revêtement d'étanchéité - détail d'exécution - localisation des DEP et trop plein - système bicouche - renforcement au droit des cheminements techniques - distance entre émergence en toiture

TOITURE TERRASSE ETANCHEE

- Détails d'exécution
- Localisation et diamètre des DEP et trop pleins
- Avis technique

MENUISERIE - VITRAGE

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau - position bouche entrée d'air VMC
- Procès verbal classement A.E.V.

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Documentations constructeurs relatives aux luminaires
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Plan d'implantation des différents composants et modules photovoltaïques ainsi que des liaisons (canalisations) correspondantes
- Schéma électrique unifilaire de l'installation photovoltaïque
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier
- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

Cloisons et plafonds

- Cloisons coupe-feu : PV de résistance au feu

Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu
- Portes doubles vantaux : PV de résistance au feu

Aménagements

- Sols : PV de réaction au feu
- Faux-plafonds suspendus : PV de réaction au feu

SSI

- Système de Sécurité Incendie : cahier des charges fonctionnel, scénarii de mise en sécurité, plans de zonage
- Système de Sécurité Incendie : dossier d'identité
- Système de Sécurité Incendie : PV de réception du coordonnateur SSI
- Système de Sécurité Incendie : certificat d'associativité des matériels
- Système de Sécurité Incendie : attestation d'autocontrôles (GE 8)
- Détection incendie : PV d'essais aux foyers types (NF S 61-970)
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des déclencheurs manuels
- Alarme incendie : certificat de conformité NF/CE des diffuseurs sonores

Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES
- Eclairage : fiches techniques EN 60598 des luminaires

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type U (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>CONTEXTE GEOTECHNIQUE</p> <p>Moyens de l'étude géotechnique</p> <p>Mission confiée au géotechnicien</p> <p>Investigations géotechniques in situ ou en laboratoire</p> <p>Contexte géotechnique</p> <p>Stratigraphie générale</p> <p>Hydrogéologie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Niveaux de la nappe phréatique <p>Retrait-gonflement des argiles sous fondations et dallage</p> <p>Agressivité chimique des eaux souterraines et des sols vis-à-vis des bétons enterrés</p> <p>FONDATIONS</p> <p>Principe constructif général</p> <p>Eléments constitutifs du système de fondations</p> <p>Mode de fondation adapté au contexte géotechnique et aux charges</p> <p>Dispositions particulières</p> <p>Fondations profondes</p> <p>Type de pieux ou de micropieux adapté aux terrains et aux charges</p> <p>Sol d'ancrage</p> <p>Essais de conformités et/ou de contrôles</p> <p>SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE</p> <p>Principe constructif général</p>	<p>AS</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AS</p> <p>AS</p> <p>AS</p>	<p><u>Etudes géotechniques G2 et mission de de supervision géotechnique d'exécution G4</u></p> <p>Travaux géotechniques particuliers prévus dans le cadre du projet (fondations, profondes) : Une mission G2PRO (Conception géotechnique – Phase projet) doit être réalisée avant le démarrage des travaux. Il sera également nécessaire qu'une mission G4 (Supervision du Suivi d'Exécution) soit confiée à un BET géotechnique spécialisé.</p> <p>Pour l'étude G2 AVP TEA230161_P002_VB, les essais suivants ont été réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 sondages à la tarière à 6m - 2 essais au pénétromètre dynamique à 6m - 1 piézomètre - 2 limites d'atterberg - 1 sondage pressiométrique à 10m - 1 mesure d'agressivité des eaux <p>- Remblais 0m-1.8m</p> <p>- Frange sommitale de la formation alluvionnaire 1.8m-4/10m</p> <p>- Formation alluvionnaire à partir de 4/10m</p> <p>Présence d'une nappe à faible profondeur</p> <p>les argiles présentent sont très sensibles aux phénomènes de retrait, gonflement.</p> <p>Faible agressivité < XA1</p> <p>Le type de micropieux prévu n'est pas défini. Il devra être en accord avec l'étude géotechnique</p> <p>Le sol d'ancrage devra être reconnu par l'étude géotechnique.</p> <p>Le sondage pressiométrique s'arrêtant à 10m, un sondage complémentaire devra être prévu en cas de micropieux de longueur plus importante.</p> <p><u>Micropieux - Essais de contrôle et/ou de conformité</u></p> <p>Les essais de contrôle et/ou de conformité sur micropieux sont impératifs selon la norme d'exécution NF P94-262. Les résultats nous seront communiqués.</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Eléments constitutifs du gros œuvre</p> <p>Mode constructif traditionnel ou courant adapté à l'usage et au contexte de l'ouvrage</p> <p>TOITURE TERRASSE ETANCHEE</p> <p>TOITURE TERRASSE ETANCHEE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude <900 m)</p> <p>Principe constructif général</p> <p>Elément porteur adapté à la destination</p> <p>Pente minimale adaptée à la destination</p> <p>Hygrométrie des locaux compatible avec la toiture</p> <p>Dispositions constructives particulières</p> <p>Evacuation : nombre et section des entrées d'eau pluviale (EEP)</p> <p>Traitement de points singuliers</p> <p>MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE</p> <p>MENUISERIES EXTERIEURES</p> <p>Principe constructif général</p> <p>Compatibilité du choix de menuiseries avec l'environnement</p> <p>Remplissages</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AS</p> <p>AS</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AS</p>	<p>Longrines BA 40x40 avec libage béton. Dalles portées avec utilisation de biocofra Plancher BA pour toiture Elevations en briques</p> <p>Toiture terrasse béton avec pente de 1%</p> <p>Le dimensionnement des EEPs devra nous être communiqué</p> <p>Les détails du traitement du JD avec la couverture existante devront nous être communiqué pour analyse.</p> <p>Menuiseries aluminium Classement AEV à transmettre</p>

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Ouvrages de structure <ul style="list-style-type: none"> - Compatibilité des ouvrages avec les surcharges apportées aux : - Porteurs verticaux 	AF	Il est prévu la réalisation d'ouverture dans le mur de façade. Cette ouverture sera renforcée à l'aide de linteaux et sommiers

VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP

Mission HAND

relative à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements recevant du public ou les installations ouvertes au public

Référentiel

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R162-8 à R162-13

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n°2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugent pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre VI, Chapitre II Section 3 Dispositions applicables lors de la construction d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public	PM	
Art. R162-8	Domaine d'application	PM	
Art. R162-9 à R162-11	Dispositions applicables ou solutions d'effet équivalent	PM	Voir arrêté du 20/04/2017
Art. R162-12	Caractéristiques spécifiques pour certains établissements	PM	Arrêtés non parus : - Enceintes sportives ; - Etablissements avec prestation visuelle ou sonore.
Art. R162-13	Règles particulières à certains établissements	PM	Etablissements pénitentiaires : voir arrêté du 04/10/2010 Arrêtés non parus : - Etablissements militaires ; - Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; - Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; - Hôtels restaurants d'altitude et refuges de montagne ; - Etablissements flottants.
	Arrêté du 20 avril 2017 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R162-8 à R162-12 du Code de la construction et de l'habitation.		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements et installations neufs satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Solution d'effet équivalent Les dispositions des articles 5 à 19 concernant les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour, les espaces de manoeuvre de porte, les espaces d'usage devant, au droit, à l'aplomb ou situés latéralement par rapport aux équipements et la distance minimale entre la poignée de porte et un angle rentrant ne s'appliquent pas pour les étages ou niveaux non accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant.	PM PM PM	
Art. 2	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs I. - Usages attendus Cheminement usuel accessible depuis l'accès au terrain à une entrée principale de tout bâtiment Lorsqu'il existe plusieurs cheminements, le ou les cheminements accessibles sont signalés de manière adaptée. Lorsque les caractéristiques du terrain ne permettent pas la réalisation d'un cheminement accessible depuis l'extérieur du terrain, un espace de stationnement adapté est prévu à proximité de l'entrée du bâtiment et est relié à celle-ci par un cheminement accessible. Cet espace de stationnement adapté est signalé à l'entrée du terrain. II. – Caractéristiques minimales	 PM PM PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 3	Eclairage du cheminement selon l'article 14 (20 lux)	AF	
	Les feux tricolores installés sur les espaces extérieurs de l'établissement sont équipés de dispositifs répétiteurs de feux de circulation conformes à l'annexe 8.	SO	
	Dispositions relatives au stationnement automobile		
	I. - Usages attendus		
	Tout parc de stationnement comporte une ou plusieurs places de stationnement adapté	PM	
	Les places adaptées sont repérables par tous à partir de l'entrée du parc de stationnement.	PM	
	Les places adaptées sont situées au plus proche d'un cheminement accessible conduisant à une entrée ou une sortie accessible de l'établissement.	PM	
	Les places adaptées sont réalisées de telle sorte qu'un usager en fauteuil roulant puisse quitter l'emplacement une fois le véhicule garé.	PM	
	II. – Caractéristiques minimales		
	1° - Situation		
	Les places de stationnement adaptées sont localisées à proximité d'une entrée, de la sortie accessible, du hall d'accueil ou de l'ascenseur et reliées à ceux-ci par un cheminement accessible.	AF	
	La borne de paiement est située dans un espace accessible.	SO	
	Dans les parcs de stationnement en ouvrage enterrés ou aériens, les places de stationnement adaptées peuvent être concentrées sur les deux niveaux les plus proches de la surface.	SO	
	2° - Repérage		
	Repérage et signalisation des places adaptées conformes à l'annexe 3	AF	
	Marquage au sol et signalisation verticale des places adaptées	AF	
	3° - Nombre		
	2% des places publiques si moins de 500 places sont prévues	AF	
	Au moins 10 places et définition par arrêté municipal au-delà de 500 places prévues	SO	
	4° - Caractéristiques dimensionnelles		
	Espace horizontal au dévers près ≤ 2%	AF	
	Largeur 3,30 m	AF	
	Longueur 5 m	AF	
	Places adaptées en bataille ou en épi : sur-longueur de 1.20 m matérialisée sur la voie de circulation du parc de stationnement	AF	
	Cheminement horizontal au dévers près sur une longueur de 1,40 m à partir de la place pour accès à l'entrée du bâtiment ou ascenseur.	AF	
	5° - Atteinte et usage		
	S'il existe un contrôle d'accès ou de sortie du parc de stationnement, le système permet à des personnes sourdes ou malentendantes ou des personnes muettes de signaler leur présence au personnel et d'être informées de la prise en compte de leur appel.	HM	Non modifié dans le cadre des travaux réalisés
	En l'absence d'une vision directe des accès ou sorties par le personnel :	HM	
	Caractéristiques des appareils interphonie :	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.4	<p>Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation</p> <p>I. - Usages attendus</p> <p>Niveau d'accès principal au bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible.</p> <p>Tout dispositif visant à permettre ou restreindre l'accès au bâtiment ou à se signaler au personnel doit pouvoir être repéré, détecté, atteint et utilisé par une personne handicapée. L'utilisation du dispositif doit être la plus simple possible.</p> <p>II. – Caractéristiques minimales</p> <p>1° - Accès horizontal et sans ressaut</p> <p>Ressaut maxi de 2 cm à bord arrondi ou chanfreiné (porté à 4 cm sous condition)</p> <p>2° - Repérage</p> <p>Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes)</p> <p>Si numéro ou dénomination du bâtiment :</p> <p>Tout dispositif visant à permettre ou restreindre l'accès au bâtiment ou à se signaler au personnel est facilement repérable par un contraste visuel ou une signalétique répondant aux exigences définies à l'annexe 3, détectable et n'est pas situé dans une zone sombre.</p> <p>3° - Atteinte et usage</p> <p>Systèmes de communication entre le public et le personnel ET dispositifs de commande manuelle mis à la disposition du public :</p> <p>Système d'ouverture des portes utilisable en position debout ou assise</p> <p>Dispositifs de déverrouillage électrique des portes utilisables avant refermeture</p> <p>Le bouton de déverrouillage de la porte présente un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement.</p> <p>Les éléments d'information relatifs à l'orientation dans le bâtiment sont conformes à l'annexe 3.</p> <p>S'il existe un contrôle d'accès à l'établissement, le système permet à des personnes sourdes ou malentendantes ou des personnes muettes de signaler leur présence au personnel et d'être informées de la prise en compte de leur appel.</p> <p>En particulier et en l'absence d'une vision directe de ces accès par le personnel, les appareils d'interphonie sont munis d'un système permettant au personnel de l'établissement de visualiser le visiteur.</p> <p>Tout signal lié au fonctionnement d'un dispositif d'accès est sonore et visuel.</p> <p>Caractéristiques des appareils interphonie :</p>	<p>PM</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p>	
Art. 5	Dispositions relatives à l'accueil du public	SO	
Art. 6	<p>Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales</p> <p>I. - Usages attendus</p> <p>Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales</p> <p>Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.</p>	<p>PM</p> <p>PM</p>	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	II. – Caractéristiques minimales 1° - Caractéristiques dimensionnelles a) Profil en long Pente ≤ 5% (exceptionnellement jusqu'à 8% sur une longueur de 2m et jusqu'à 10% sur une longueur de 0,50m) Palier de repos en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente ≥ 4% Ressaut maxi de 2cm à bord arrondi ou chanfreiné (porté à 4cm sous condition) Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit Cas particulier des seuils de porte et des pas de porte b) Profil en travers Largeur de passage - Largeur ≥ 1,40m - Rétrécissement ponctuel entre 1,20m et 1,40m Dévers - Dévers ≤ 2% c) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon conforme à l'annexe 2 (sauf portes et portillons automatique coulissant, sauf portes et portillons ouvrant sur un escalier, portes des sanitaires, douches et locaux non adapté) Espace d'usage conforme à l'annexe 2 devant chaque équipement ou aménagement. 3°- Sécurité d'usage Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue Trous et fente de dimension inférieure à 2cm Cheminement libre de tout obstacle : Mobilier, bornes et poteaux conformes à l'annexe 5. Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,25m si distance inférieure à 0,90m du cheminement Repérage des vides accessibles sous escaliers Repérage des parois vitrées Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° du II de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage Croisement cheminement piétons et véhicules : Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (100 lux) Dans les restaurants et les débits de boisson :	AF SO AF SO SO SO AF AF AF HM SO AF AF AF PM SO SO SO SO SO SO AF SO	Les portes des bureaux de consultation ne sont pas concernés étant donné qu'elles sont manoeuvrées par les consultants et non par le public.
Art. 7	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales	SO	
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques	SO	
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.10	I. Usages attendus : Les revêtements de sol et les équipements situés sur le sol des cheminements sont sûrs et permettent une circulation aisée des personnes handicapées. Sous réserve de la prise en compte de contraintes particulières liées à l'hygiène ou à l'ambiance hygrométrique des locaux, les revêtements des sols, murs et plafonds ne créent pas de gêne visuelle ou sonore pour les personnes ayant une déficience sensorielle.	PM PM	
	II. Caractéristiques minimales : Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels) En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restaurants	AF SO SO	
Art.10	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas I. Usages attendus : Toutes les portes situées sur les cheminements permettent le passage des personnes handicapées et peuvent être manoeuvrées par des personnes ayant des capacités physiques réduites, y compris en cas de système d'ouverture complexe. Les portes comportant une partie vitrée importante peuvent être repérées par les personnes malvoyantes de toutes tailles et ne pas créer de gêne visuelle. Absence de danger pour portes battantes et automatiques Les sas permettent le passage et la manoeuvre des portes pour les personnes handicapées. Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)		
	II. Caractéristiques minimales : 1° - Caractéristiques dimensionnelles Largeur de passage utile minimale de 1,40m pour desserte de zones et locaux pouvant recevoir 100 personnes ou plus. Vantail principal de 0,90m en cas de doubles vantaux, avec largeur de passage utile de 0.83m Largeur nominale minimale de 0,90m pour desserte de zones ou locaux pouvant recevoir moins de 100 personnes, avec largeur de passage utile de 0.83m Largeur nominale minimale de 0,80m pour desserte des sanitaires non adaptés et des cabines à usage individuel non adaptés, avec largeur de passage utile de 0.77m Largeur de passage utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m Espace de manoeuvre de porte conforme à l'annexe 2 devant chaque porte (sauf celles ouvrant uniquement sur un escalier, les portes des sanitaires, cabines et espaces à usage individuel non adaptés) Les sas sont tels que :	SO AF AF SO SO AF SO	
	2° - Atteinte et usage Poignée de porte facilement préhensible et manoeuvrable en position « debout » comme « assis »	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	Exigence de préhension et position des poignées de portes à l'exception des portes des sanitaires, cabines et espaces à usage individuel non adaptés	PM	
	Temps d'ouverture automatique adapté	SO	
	Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux	SO	
	Effort nécessaire pour l'ouverture $\leq 50N$	AF	
	Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées	SO	Les portes devront présenter un contraste visuel par rapport à leur environnement.
	3° - Sécurité d'usage		
	Contraste visuel des portes ou leur encadrement ainsi que leur dispositif de manoeuvre par rapport à leur environnement.	AS	
	Repérage des portes vitrées	AF	
	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.		A respecter par l'exploitant
	I. Usages attendus :		
	Accès autonome à l'ensemble des locaux ouverts au public		
	Les équipements, le mobilier, les dispositifs de commande et de service peuvent être repérés, détectés, atteints et utilisés par les personnes handicapées.		
	La disposition des équipements ne crée pas d'obstacle ou de danger pour les personnes ayant une déficience visuelle.		
	Lorsque plusieurs équipements ou éléments de mobilier ayant la même fonction, au moins un peut être repéré, détectés, atteint et utilisé par les personnes handicapées.		
	Dans le cas d'équipements soumis à des horaires de fonctionnement, l'équipement adapté fonctionne en priorité.	HM	
	II. Caractéristiques minimales :		
	1° - Repérage		
	Equipements et mobilier repérables par éclairage particulier ou contraste visuel	PM	
	Commandes repérables par contraste visuel ou tactile	PM	
	2° - Atteinte et usage des équipements		
	Présence d'un espace d'usage (0,80m x 1,30m)	SO	
	Utilisation en position debout comme assis d'au moins un équipement ou mobilier par groupe	SO	
	Pour les commandes manuelles et les équipements nécessitant de de vois, lire, entendre ou parler :		
	- Hauteur entre 0.90 et 1.30 m	AF	
	- A plus de 40cm d'un angle rentrant de paroi ou d'un autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant	AF	
	Pour les éléments de mobilier permettant de lire un document, d'écrire ou d'utiliser un clavier :		
	- Hauteur $\leq 0.80m$	AF	
	- Vide en partie inférieure de 0.30 m (profondeur) x 0.60 m (largeur) x 0.70 m (hauteur)	AF	
	Guichet d'information ou de vente manuelle avec communication sonorisée avec le personnel :	SO	
	Les salles de réunion des ERP de 1re à 4e catégories : - Au moins une salle est équipée d'une boucle à induction magnétique respectant les dispositions décrites en annexe 9.	SO	
	Eléments de signalisation et d'information conformes à l'annexe 3.	SO	
	Information visuelle doublant toute information sonore lorsqu'il existe un ou plusieurs points d'affichage instantané	SO	
	Les interrupteurs et les boutons de commande mis à disposition du public ne sont pas à effleurement.	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 12	Dispositions relatives aux sanitaires	SO	
Art. 13	Dispositions relatives aux sorties I. Usages attendus : Repérage, détection, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal II. Caractéristiques minimales : Chaque sortie est repérable de tout point où le public est admis, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une signalisation conforme à l'annexe 3. Absence de confusion avec les sorties de secours	PM PM AF	
Art. 14	Dispositions relatives à l'éclairage I. Usages attendus : La qualité de l'éclairage, artificiel ou naturel, des circulations intérieures et extérieures est telle que l'ensemble du cheminement est traité sans créer de gêne visuelle. Les parties du cheminement qui peuvent être source de perte d'équilibre pour les personnes handicapées, les dispositifs d'accès et les informations fournies par la signalétique font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée. II. Caractéristiques minimales : Valeurs d'éclairement moyen horizontal mesurées au sol le long du parcours usuel de circulation en tenant compte des zones de transition entre les tronçons d'un parcours : - 20 lux pour le cheminement extérieur accessible - 20 lux pour les parcs de stationnement et leurs circulations piétonnes accessibles - 200 lux au droit des postes d'accueil ou des mobiliers en faisant office - 100 lux pour les circulations intérieures horizontales - 150 lux pour chaque escalier et équipement mobile Extinction progressive en cas de temporisation Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence La mise en oeuvre des points lumineux évite tout effet d'éblouissement direct des usagers en position « debout » comme « assis » ou de reflet sur la signalétique.	AF AS SO AF SO PM PM PM	On s'assurera de la présence d'un éclairage de 20 lux au niveau des stationnements.
Art. 15	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement	PM	Article 16 à 19
Art 16	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis	SO	
Art. 17	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement	SO	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 18	Dispositions spécifiques relatives aux cabines et aux espaces à usage individuel.		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>I. Usages attendus :</p> <p>Présence de cabines ou des espaces adaptés aux personnes handicapées et desservis par un cheminement accessible.</p> <p>Emplacements identiques aux autres cabines ou douches regroupées</p> <p>Respect de la séparation par sexe si elle l'est pour les autres cabines ou douches</p> <p>II. Caractéristiques minimales :</p> <p>1° Nombre</p> <p>Le nombre minimal de cabines ou d'espaces adaptés : 1 si 20 maximum 2 si 50 maximum 1 supplémentaire par tranche de 50 chambres</p> <p>2° Atteinte et usage</p> <p>Les cabines ou espaces à usage individuel adaptés comportent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - espace de manoeuvre (conforme à l'annexe 2) - un équipement permettant de s'asseoir et de disposer d'un appui en position « debout ». <p>Les douches adaptées comportent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Siphon de sol - Equipement permettant de s'asseoir - Possibilité d'appui debout - Espace d'usage conforme à l'annexe 2 situé latéralement par rapport à l'équipement permettant de s'asseoir - Un espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour conforme à l'annexe 2 ; - Equipements accessibles assis (patères, robinetterie, sèche-cheveux, miroirs, fermeture de porte) 	<p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>PM</p>	
Art. 19	Dispositions spécifiques relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs ou équipements disposées en batterie ou en série.	SO	
Art. 20	Dans les lieux publics collectifs, le sous-titrage en français est activé sur les téléviseurs si ceux-ci disposent de cette fonctionnalité.	SO	
Art. 21	Références à l'arrêté du 01/08/2006 et à l'arrêté du 20/04/2017	PM	
Art. 22	Abrogation de l'arrêté du 01/08/2006	PM	
Art. 23	Entrée en vigueur de l'arrêté	PM	
Art. 24	Publication au journal officiel	PM	

VIII.4 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Les travaux concernent l'extension en rdc du CSMR les lauriers.
Il s'agit de la création de 7 bureaux de consultation

Description sommaire des installations :

- Installation électrique : un tableau Rdc pour desservir les locaux. Éclairage de sécurité par BAES.
- Installation photovoltaïque en autoconsommation.
- Équipement d'alarme / SSI : Alarme existante de type 1
- Moyens d'extinction fixes : extincteur
- Ventilation : VMC
- Chauffage : PAC
- Désenfumage : Naturel

Date d'application du référentiel réglementaire : 13/11/2024

Classement :

effectif public 296 personnes
effectif personnel 87 personnes
effectif total 383 personnes

ERP de 3 catégorie de type U

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

Non transmis

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Non transmis

Autres prescriptions particulières :

Non

VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public Section I - Classement des Etablissements GN 1 Classement des établissements. GN 2 Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux. GN 3 Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux. Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité. GN 5 Etablissement comportant des locaux de types différents. GN 6 Utilisations exceptionnelles des locaux. GN 7 Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur. GN 8 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation. GN 9 Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants. GN 10 Application du règlement aux établissements existants. Section III - Contrôle des Etablissements GN 11 Notification des décisions. GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction. Section IV - Travaux GN 13 Travaux dangereux. Section V - Normalisation GN 14 Conformité aux normes - Essais de laboratoires. GN 14 Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI GN 14 Matériels du SSI GN 14 Matériels électriques GN 14 Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson GN 14 Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants. Section VI - Structures provisoires et démontables GN 15 Réglementation applicable aux structures provisoires et démontables Livre II Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories Titre Premier Dispositions Générales		Arrêté du 25/06/1980 modifié par l'arrêté du 28/06/2024 et précédents Cf « Classement et référentiel » A respecter par l'exploitant. L'extension évacue de plain-pied directement sur l'extérieur. Application du présent règlement a l'extension Le retour des services instructeurs devra nous être communiqué Les justifications des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction utilisés devront nous être communiqués. A respecter par l'exploitant.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre Premier - Généralités		
GE 1	Objet.	PM	
	Section I - Contrôle des Etablissements		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	Section II - Vérifications Techniques		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.	PM	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	PM	Vérifications effectuées par la société Bureau Alpes Contrôles. Pour rappel, dans le cadre de sa mission de contrôle technique, les vérifications réalisées sur les ouvrages se font par sondages. Les points de sondages vérifiés seront précisés dans les rapports transmis. Des vérifications périodiques sont à prévoir par l'exploitant, à sa charge.
GE 9	Rapports de vérifications.	PM	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	Chapitre II - Construction		
CO 1 - CO 5	Section I - Conception et Desserte des Bâtiments	HM	Dispositions inchangées dans le cadre des travaux d'extension. Les accès se font via la route de Carbon blanc ou depuis l'entrée principale via l'avenue de la résistance (description dans la notice)
CO 6 - CO 10	Section II - Isolement par Rapport aux Tiers	HM	L'isolement au tiers n'est pas modifié dans le cadre des travaux d'extension
	Section III - Résistance au Feu des Structures		
CO 11	Généralités.	PM	
CO 12	Résistance au feu des structures et planchers d'un bâtiment occupé en totalité ou partiellement par l'établissement recevant du public - Règles générales.	AF	Il est prévu que les éléments de structures principaux soient stables au feu de degré 1H.
CO 13	Cas particuliers de résistance au feu de certains éléments de structure.	AF	
CO 14	Cas particuliers des bâtiments en rez-de-chaussée.	SO	
CO 15	Cas particuliers de certains bâtiments à trois niveaux au plus.	SO	
	Section IV - Couvertures		
CO 16	Généralités.	PM	
CO 17	Protection de la couverture par rapport à un feu extérieur.	SO	Absence de bâtiment tiers dans un rayon de plus de 12m
CO 18	Protection de la couverture par rapport à un feu extérieur : cas particuliers.	SO	
	Section V - Façades		
CO 19	Généralités.	PM	
CO 20	Réaction au feu des composants et équipements de façades.	AF	
CO 21	Résistance à la propagation verticale du feu par les façades comportant des baies.	PM	Non application du C+D

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 22	Résistance à la propagation verticale du feu par les façades ne comportant pas de baie.	SO	
	Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage		
CO 23	Généralités.	AF	La distribution intérieure de l'extension se fait par cloisonnement traditionnel.
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AF	Il est prévu des parois coupe-feu 1H (sad 160) La porte entre la partie existante et l'extension est prévue coupe-feu 1/2H avec ferme porte. Les portes de distribution sont prévues PF 1/2H.
CO 25	Compartiments.	HM	
CO 26	Recoupement des vides.	AF	Imposte CF 1 H prévue au niveau de la porte de recoupement
	Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers		
CO 27	Classement des locaux en fonction de leurs risques.	PM	
CO 28	Locaux à risques particuliers.	HM	Absence de locaux à risque particulier dans le cadre des travaux d'extension
CO 29	Locaux à risques courants et logements du personnel.	HM	
	Section VIII - Conduits et Gaines		
CO 30	Généralités.		
CO 31	Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques courants ou moyens accessibles ou non au public.	HM	
CO 32	Conduits traversant, prenant naissance ou aboutissant dans un local à risques importants.	SO	
CO 33	Vide-ordures et monte-charge.	SO	
	Section IX - Dégagements		
	Sous-section 1 - Dispositions générales		
CO 34	Terminologie.	PM	
CO 35	Conception des dégagements.	AF	
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	AF	
CO 37	Saillies et dépôts.	AF	
CO 38	Calcul des dégagements.	AF	L'effectif de l'extension ne modifie pas l'effectif global. Les issues globales du bâtiment ne sont modifiées (report de l'issue de 3 UPs sur l'extérieur). L'effectif dans l'extension est de 28 personnes (14 public et 14 personnel), et l'extension possède 2 dégagements de 3 UPs chacune.
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	SO	
CO 40	Enfouissement maximal.	SO	
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	SO	
CO 42	Balisage des dégagements.	AF	
	Sous-section 2 - Sorties		
CO 43	Répartition des sorties, distances maximales à parcourir.	AF	Pour la partie extension, la distance maximale à parcourir pour gagner une sortie est de moins de 50m depuis tout point du local. Pour la partie existante, la distance pour rejoindre un dégagement protégé (le couloir de l'extension) la distance n'est pas modifiée (c'était avant la sortie sur l'extérieur).
CO 44	Caractéristiques des blocs-portes.	AF	La porte entre l'extension et l'existant est prévu en va-et-vient avec oculus, a fermeture automatique asservie à la détection.
CO 45	Manoeuvre des portes.	AF	
CO 46	Portes des sorties de secours.		
CO 46§1	Manoeuvre des portes.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 46§2	Verrouillage des portes.	AS	<p>La porte de sortie de l'extension est prévu avec une ventouse électromagnétique. Il devra être prévu la pose d'un déclencheur manuel vert permettant son déverrouillage ainsi que son asservissement au SSI (déverrouillage par déclenchement de l'alarme général et détection incendie).</p> <p>De plus, si les bureaux sont munis de verrouillage, ils devront posséder un bouton moleté coté intérieur.</p>
CO 46§3	Dispositifs de dissuasion.	SO	
CO 47	Portes à fermeture automatique.	SO	
CO 48	Portes de types spéciaux.	SO	
CO 49 - CO 56	Sous-section 3 - Escaliers	HM	
CO 57 - CO 60	Sous-section 4 – Espaces d'attente sécurisés	HM	
CO 61 - CO 61 §7	Section X - Tribunes	SO	
	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier		
AM 1	Généralités.	PM	
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	<p>Faux plafond en dalle 600x600 A2,s1 d0 (CCTP 06)</p> <p>Parois en plaque de plâtres</p> <p>Sol souple type excellence 4 de chez Tarkett (classé Bf,s1)</p> <p>Parois en plaques de plâtre</p> <p>Faux plafond en dalle 600x600 A2,s1 d0 (CCTP 06)</p> <p>Sol souple type excellence 4 de chez Tarkett (classé Bf,s1)</p> <p>Laine de verre</p>
AM 3	Parois des dégagements protégés.	AF	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 8	Produits d'isolation.	AF	
AM 9 - AM 10	Section II - Eléments de Décoration	SO	
AM 11 - AM 14	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables	SO	
AM 15 - AM18 § 3	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés	SO	
AM 19 - AM 20	Section V – Elements à vocation décorative	SO	<p>A la charge du Maître d'Ouvrage.</p>
	Chapitre IV - Désenfumage		
DF 1	Objet du désenfumage.	PM	
DF 2	Documents à fournir.	HM	
DF 3	Principes de désenfumage.		
DF 3§1	Principes autorisés		
DF 3§2	Compatibilité avec extinction automatique à eau		
DF 3§3	Alimentation électrique du désenfumage mécanique	HM	
DF 3§4	Alimentation pneumatique de sécurité		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
DF 3§5	Interruption de la ventilation mécanique	AS	Il doit être prévu l'arrêt de la ventilation de confort lors du déclenchement du désenfumage. Cet arrêt doit se faire depuis le CMSI
DF 4	Application		
DF 4§1	Désenfumage naturel selon IT 246	AF	
DF 4§1	Désenfumage mécanique selon IT 246	SO	
DF 4§2	Recours à l'ingénierie du désenfumage	SO	La conformité du matériel de désenfumage à la norme en vigueur devra nous être communiqué
DF 4§3	Conformité des matériels de désenfumage	AS	
DF 5	Désenfumage des escaliers	SO	
DF 6	Désenfumage des circulations horizontales encloisonnées et des halls accessibles au public		
DF6 §1	Désenfumage naturel des circulations	AS	Il est prévu la mise en place d'un lanterneau de désenfumage de 1m² et une grille d'amenée d'air en façade DAS. Il est prévu une amenée d'air de 30 dm². Conformément à l'IT 246, une section équivalente est nécessaire pour l'amenée d'air et l'évacuation des fumées. Un essai d'efficacité peu être envisagé en fin de chantier.
DF6 §1	Désenfumage mécanique des circulations	SO	
DF6 §2	Désenfumage naturel des halls	SO	
DF6 §2	Désenfumage mécanique des halls	SO	
DF6 §3	Mise en surpression des circulations	SO	
DF 7	Désenfumage des locaux accessibles au public	SO	
DF 8	Désenfumage des compartiments		
DF 9	Entretien et exploitation.	HM	
DF 10	Vérifications techniques.	PM	
	Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire		
	Section I - Généralités		
CH 1	Objectif et domaine d'application.	PM	Les appareil devront présenter un marquage CE
CH 2§1	Règles applicables aux appareils	PM	
CH 2§2	Règles applicables aux installations	PM	
CH 3	Sources énergétiques autorisées.		
CH 3§1	Combustibles liquides.	SO	A la charge du Maître d'Ouvrage.
CH 3§2	Combustibles gazeux.	SO	
CH 3§3	Installations utilisant l'électricité : respect des articles CH	PM	
CH 3§3	Installations utilisant l'électricité : respect des articles EL	PM	
CH 3 §4	Combustibles solides.	SO	
CH 4	Documents à fournir.	HM	
	Section II - Implantation des Appareils de Production de Chaleur		
CH 5	Installations de puissance utile supérieure à 70 kW.	SO	
CH 6	Installations de puissance utile inférieure ou égale à 70 kW.	AF	
CH 7	Galeries techniques.	SO	
CH 8	Utilisation de combustibles solides.	SO	Unité extérieure implantée sur la toiture terrasse.
CH 9	Evacuation des produits de combustion.	SO	
CH 10	Moyens de lutte contre l'incendie.	SO	
CH 11	Sous-stations.	SO	
CH 12	Générateurs électriques.	SO	
CH 12-1	Installation de cogénération.	SO	
CH 13 - CH 17	Section III - Stockage des Combustibles	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CH 18 à CH 22	Section IV - Distribution en Phase Liquide de Butane et de Propane	SO	Section abrogée par arrêté du 14/02/2000.
CH 23 - CH 25	Section V - Chauffage à Eau Chaude, à Vapeur et à Air Chaud	SO	
	Section VI - Eau Chaude Sanitaire		
CH 26	Production d'eau chaude sanitaire.	AF	
CH 27	Calorifugeage.	SO	
	Section VII - Traitement d'Air et Ventilation		
CH 28	Installation de ventilation.	AS	Les plans prévoient la mise en place de bouche de ventilation de confort dans les bureaux, mais le CCTP ne fait référence qu'à une VMC dans les locaux à pollution spécifique. À mettre en cohérence.
		AS	Les réseaux desservant la salle d'eau et l'atelier sont à traiter en ventilation de confort et non VMC. Il devra nous être confirmé que l'extracteur est bien traité comme un extracteur de ventilation de confort.
	Sous-section 1 - Ventilation de confort		
CH 29	Température de l'air.	AF	
CH 30			Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 31			Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 32	Circuit de distribution et de reprise d'air.	AF	Il est prévu des conduits M0 avec un calorifuge en laine minérale
		AS	Le dossier technique complet ainsi que le plan CVC devra nous être transmis pour analyse.
CH 33	Prises et rejets d'air.	AF	
CH 34	Dispositifs de sécurité.	AS	Seule la ventilation dit de confort doit être asservie à la coupure d'urgence ventilation. Nous confirmer que le nouvel extracteur ventilation de confort est relié à la coupure d'urgence ventilation. De même pour l'extracteur existant.
CH 35	Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes		
CH 35§2	- Dispositions applicables quel que soit le fluide frigorigène utilisé	AF	Calorifuge M1 prévu au CCTP
CH 35§3	- Dispositions applicables en cas d'emploi de fluides frigorigènes inflammables (hors salle des machines)	SO	Utilisation de R410A
CH 35§3	- Dispositions applicables en cas d'emploi de fluides frigorigènes inflammables (en salle des machines)	SO	Utilisation de R410A
CH 35§4 et 5	- Emploi de fluides frigorigènes toxiques ou production de froid à combustion	SO	
CH 36	Centrale de traitement d'air.	SO	
CH 37	Batterie de résistance électrique.	SO	
CH 38	Filtres.	SO	
CH 39	Entretien des filtres.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 40	Unités de toiture monoblocs sans combustion	SO	
CH 40	Unités de toiture monoblocs à combustion	SO	
CH 41 - CH 43§4	Sous-section 2 - Ventilation mécanique contrôlée	HM	
CH 44 - CH 56	Section VIII - Appareils Indépendants de Production, Emission de Chaleur	SO	
	Section IX - Entretien et Vérification		
CH 57	Entretien.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 58	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
GZ 1 - GZ 30	Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés	SO	
	Chapitre VII - Installations électriques		
	Section I - Généralités		
EL 1	Objectifs.	PM	
EL 2	Documents à fournir.	PM	Voir liste des documents à transmettre.
EL 3	Définitions.	PM	
EL 4	Règles générales.		
EL 4§1	Conformité au code du travail et aux normes applicables	AF	
EL 4§2	Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement	HM	
EL 4§3	Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public	AF	
EL 4§4	Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	HM	
EL 4§5	Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public	AF	
EL 4§6	Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie	HM	
	Section II – Règles d'Installation		
EL 5	Locaux de service électrique.		
EL 5§1	Définition.	PM	
EL 5§2	Identification et accès.	PM	
EL 5§3	Isolement des locaux de service électrique.	AF	
EL 5§4	Moyens d'extinction.	PM	
EL 5§5	Eclairage de sécurité.	AF	
EL 6	Matériels à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables ou toxiques.	HM	
EL 7	Implantation des groupes électrogènes.	HM	
EL 8	Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs).	HM	
EL 9	Tableaux "normaux".	AF	
EL 10	Canalisations des installations "normal-remplacement".		
EL 10§1	Distribution des installations par des canalisations fixes.	AF	
EL 10§2	Câbles et conducteurs de la catégorie C2.	AF	
EL 10§3	Conformité aux normes des systèmes de conduits, chemins de câbles et goulottes.	AF	
EL 10§4	Obturation des traversées de parois par les canalisations électriques.	PM	
EL 10§5	Matériaux constitutifs du coffrage des canalisations électriques.	PM	
EL 10§6	Cheminement des canalisations d'alimentation de l'établissement	HM	
EL 11	Appareillages et appareils d'utilisation.	AS	L'emplacement du dispositif de coupure d'urgence Photovoltaïque est à préciser. La signalisation est assurée par l'extinction d'un voyant blanc qui indique la coupure effective.
EL 12 - EL 17	Section III – Installation de Sécurité	HM	
	Section IV – Maintenance, Exploitation et Vérification		
EL 18	Maintenance, exploitation.	HM	
EL 19	Vérifications techniques.	PM	A la charge de l'exploitant. Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
EL 20 - EL 23	Section V - Installations Temporaires	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre VIII - Eclairage		
	Section I - Généralité		
EC 1	Objectifs.	PM	
EC 2	Règles générales.	PM	
EC 3	Définitions des différents éclairages.	PM	
EC 4	Documents à fournir.	PM	
EC 5	Appareils d'éclairage.	AF	
	Section II - Eclairage Normal		
EC 6	Règles de conception et d'installation.	AS	Dans les circulations de plus de cinq mètres, au moins deux détecteurs de présence doivent être présent.
	Section III - Eclairage de Sécurité		
EC 7	Conception générale.	PM	
EC 8	Fonctions de l'éclairage de sécurité.	AF	
EC 9	Eclairage d'évacuation.	AF	
EC 10	Eclairage d'ambiance ou d'anti-panique.	HM	
EC 11	Conception de l'éclairage de sécurité à source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs.	HM	
EC 12	Conception de l'éclairage de sécurité par blocs autonomes.	AF	
EC 13	Maintenance et entretien.	HM	A la charge de l'exploitant
EC 14	Exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant
EC 15	Vérifications.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
AS 1 - AS 11	Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants	HM	
GC 1 - GC 22	Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration	HM	
	Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie		
	section I - Généralités		
MS 1	Différents moyens de secours.	PM	
MS 2	Dispositions particulières.	PM	
MS 3	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
	Section II - Moyens d'Extinction		
MS 4	Différents moyens d'extinction.	PM	
MS 5 - MS 7	Sous-section 1 - Bouches et poteaux d'incendie privés et points d'eau	SO	
MS 8 - MS 13	Sous-section 2 - Branchements et canalisations	HM	Non modifié dans le cadre des travaux réalisés
MS 14 - MS 17	Sous-section 3 - Robinets d'incendie armés	SO	
MS 18 - MS 21	Sous-section 4 - Colonnes sèches	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
MS 22 - MS 24	Sous-section 5 - Colonnes en charge (dites colonnes humides)	SO	Il est prévu la mise en place d'extincteur à eau pulvérisée avec pour répartition 1 pour 200m² au minimum et moins de 15m à parcourir pour l'atteindre.
MS 25 - MS 30	Sous-section 6 - Installations d'extinction automatique ou à commande manuelle	SO	
MS 31 - MS 34	Sous-section 7 - Déversoirs ponctuels	SO	
MS 35 - MS 37	Sous-section 8 - Eléments de construction irrigués	SO	
MS 38	Sous-section 9 - Appareils mobiles et moyens divers	PM	
MS 39	Caractéristiques.	AF	
MS 40	Emplacement.	SO	
	Moyens divers.	SO	
	Section III - Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers		
MS 41	Affichage du plan de l'établissement.	AS	
MS 42	Moyens pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers.	PM	Le plan d'intervention devra être mis à jour afin d'intégrer les nouveaux locaux.
MS 43	Tours d'incendie.	SO	
MS 44	Trémies d'attaque.	SO	
	Section IV - Service de Sécurité d'Incendie		
MS 45	Généralités.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 46	Composition et missions du service.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 47	Consignes.		
MS 48	Formation et qualification du personnel du service de sécurité incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 49	Service assuré par des sapeurs-pompiers.	HM	A la charge des services de sécurité.
MS 50	Poste de sécurité.		
MS 51	Exercices d'instruction.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 52	Présence de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.
	section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I)		
MS 53	Objet.	PM	Le système de SSI est de catégorie A déjà existant dans l'établissement.
MS 54	Zones : terminologie.	PM	
MS 55	Conception des zones.	AF	Zone d'alarme englobant l'ensemble du bâtiment avec la ZC 2 et la ZF 14 pour la partie extension. A l'intérieur de ces zones, nous retrouvons la ZDA 100 et ZDA 11.
	Sous-section 1 - Systèmes de détection incendie		
MS 56	Principes généraux.	PM	Un essai au foyer type devra être réalisé afin de s'assurer du bon fonctionnement de la DAI
MS 57	Contraintes liées au système de détection incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 58	Obligations de l'installateur et de l'exploitant.	PM	
	Sous-section 2 - Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.)		
MS 59	Généralités.	PM	
MS 60	Automatismes.	AF	Déclenchement du désenfumage lors de la détection incendie par DAI Asservissement des ventouses de la porte sur l'extérieur
	Sous-section 3 - Système d'alarme		
MS 61	Terminologie.	PM	
MS 62	Classement.	PM	Alarme de type 1 existante
MS 63	Utilisation de l'alarme générale sélective.	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
MS 64	Principes généraux d'alarme.	AF	déclencheurs manuels prévus au niveaux des issues Non modifié dans le cadre des travaux réalisés A respecter par l'exploitant. A respecter par l'exploitant. A respecter par l'exploitant. Système existant non modifié
MS 65	Conditions générales d'installation.	AF	
MS 66	Règles spécifiques applicables aux équipements d'alarme des types 1 et 2.	PM	
MS 67	Conditions d'exploitation.	HM	
	Sous-section 4 - Entretien et consignes d'exploitation		
MS 68	Entretien.	HM	
MS 69	Consignes d'exploitation.	HM	
MS 70 - MS71 §8	Section VI - Système d'Alerte	HM	
	Section VII - Entretien, Vérifications et Contrôles		
MS 72	Entretien et signalisation.	PM	
MS 73	Vérifications techniques.	PM	Concerne l'exploitant. A respecter par l'exploitant.
MS 74	Contrôles.	HM	
MS 75	Autres obligations de l'exploitant.	HM	

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - type U (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Chapitre IX - Etablissements du Type U (Etablissement de soin)		Arrêté du 10/12/2004 modifié par arrêté du 11/12/2009 et précédents.
	Section I - Généralités		
U 1	Etablissements assujettis		
U 2	Détermination de l'effectif		Cf « Classement et référentiel »
U 3	Produits dangereux		
U 4			Article abrogé.
U 5 - U 7	Section II - Isolement et Implantation	HM	Non modifié dans le cadre des travaux réalisés
	Section III - Construction		
U 8	Principes fondamentaux de sécurité	PM	
U 9	Stabilité au feu	AF	SF 1H
U 10	Conception de la distribution intérieure - Zones	HM	
U 11	Façades	HM	
U 12	Volumes libres intérieurs	HM	
U 13	Locaux à risques intégrés dans le bâtiment recevant du public	HM	
U13§2	Ventilation des locaux contenant des liquides inflammables	HM	
U 14	Locaux recevant du public installés en sous-sol	HM	
U 15	Galeries en sous-sol	HM	
	Section IV - Dégagements		
U 16	Circulations horizontales	AF	Circulation de 3UP
U 17			Abrogé à la suite de la modification de l'article U5§2
U 18	Escaliers	HM	
U 19	Distance maximale à parcourir	HM	
U 20	Fonctionnement des portes de recoupement		
U 20§1	Asservissement	AF	
U20§2	Fermeture automatique des portes	AF	
U20§2	Résistance au feu des portes	AF	
U 20§3	Portes en va-et-vient	AF	
U 20§4	Oculus	PM	
U 21	Fonctionnement des autres portes		
U21§1-a	Verrouillage par clés	HM	
U21§1-b	Verrouillage selon CO46§2	HM	
U 21§2	Portes coulissantes non motorisées	HM	
U 22	Locaux pour détenus	HM	
U 23 - U 25	Section V - Aménagements Intérieurs	HM	
	Section VI - Désenfumage		
U 26	Domaine d'application		
U26 §1	Classe des locaux	PM	
U26 §1	Désenfumage mécaniques des circulations	HM	Niveau ne comportant pas de locaux à sommeil
U26 §1	Désenfumage naturel des circulations	SO	
U26 §2	Désenfumage naturel des locaux à risques importants	HM	
U26 §2	Désenfumage mécanique des locaux à risques importants	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
U26 §3	Asservissement à la détection automatique d'incendie.	HM	
U26 §4	Désenfumage naturel des halls	HM	
U26 §4	Désenfumage mécanique des halls		
U26 §5	Exigence en cas de groupe électrogène	HM	
U 26 §6	Application aux espaces U10§4	HM	
	Section VII - Chauffage, Ventilation		
U 27	Règles d'utilisation	PM	Voir articles CH
U 28 - U 29	Section VIII – Appareils de cuisson et de remise en température	HM	
	Section IX - Installations Electriques		
U 30§1	Conformité des installations électriques à la NF C 15-211	HM	
U 30§2	Continuité de services des zones U10 en cas d'incendie	HM	
	Section X - Eclairage		
U 31		SO	Abrogé par l'arrêté du 19 novembre 2001
U 32	Eclairage de sécurité	HM	
U 33 - U 35	Section XI - Dispositions Spéciales applicables aux locaux d'AIA	SO	
U 36 - U 40	Section XII - Ascenseurs et monte-charge	HM	
	Section XIII - Moyens de Secours		
U 41	Organisation de la sécurité en cas d'incendie	HM	
U 42	Moyens d'extinction		
U 42§1	Extincteurs.	AF	
U 42§2	RIA	HM	
U 42§3	Colonne sèche	HM	
U 42§4	Système d'extinction automatique de type sprinkler.	SO	
U 43	Service de sécurité incendie	HM	A respecter par l'exploitant.
U 44	Système de sécurité incendie		
U44§1	Principes du SSI	AF	
U44§1	Alimentation électrique de l'UAE	HM	
U44§2-3	Zones et détection automatique d'incendie	AF	Ensembles des nouveaux locaux détectés
U 45	Equipement d'alarme	AF	
U 46	Système d'alerte	HM	
U 47	Formation	HM	A respecter par l'exploitant.
U 48	Consignes et affichages	PM	l'affichage des consignes devra être prévu.
U 49 - U 50	Section XV - Hôpitaux de jour, Locaux médicaux de thermalisme	HM	
U 51 - U 64	Section XVI – Conditions d'installation des gaz médicaux	HM	

VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sécurité des occupants		
NF P01-012 - NF E85-015	Implantation et géométrie des garde- corps	HM	
Chapitre 4 - PPRN	Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité	HM	
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
R4214-5 - R4214-8	Section I Caractéristiques des bâtiments	HM	
R4214-9 - R4214-17	Section 2 Voies de circulation et accès	HM	
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	HM	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	Par conception et installation.
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
		PM	Pour la protection contre les chocs électriques et dans le cas de non maintien de la classe II par les dispositifs de fixation des boîtes de connexion (boulon TRCC par exemple), la mise à la terre des chemins de câbles doit être réalisée par un conducteur de protection en cuivre nu circulant sur les chemins de câbles, de section égale à la plus grande section du conducteur de protection mis en oeuvre dans les canalisations concernées, avec un maximum de 25 mm² et un minimum de 4 mm², connecté tous les 15 m environ aux chemins de câbles. Seule disposition admise par la norme NF C 15-100 (§ 543.2.3), ou possibilité d'utilisation de supports de fixation en matière plastique pour boîtes de dérivation.
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	Par conception des matériels.
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AF	Cf. § documents à transmettre, selon le schéma des liaisons à la terre.
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF	
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AS	Le cheminement des câbles DC et l'emplacement de l'onduleur photovoltaïque sont à préciser.
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF	
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AF	UTE C 15-103
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	HM	
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	AS	L'ensemble de la distribution pour le système photovoltaïque sera réalisée depuis le tableau TD PV situé dans un placard technique dans le local électrique au RDC. Si l'onduleur y était placé, le placard devrait être coupe-feu et ventilé, et les câbles DC disposer d'un cheminement protégé.
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AF	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AF	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AF	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	AF	
R4216-1 - R4216-34	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation	HM	Voir matrice ERP
Art. 1 - Art.15	Arrêté du 5 Août 1992	HM	
Arrêté du 23/06/1978	Installations de Chauffage	HM	
Arrêté du 21/03/1968	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides	HM	